

L'USAID et les réseaux terroristes de Bush



Au même titre que la Fondation nationale pour la démocratie (NED), les États-Unis utilisent leur service de coopération et d'assistance humanitaire, l'USAID, comme couverture pour leurs actions secrètes d'infiltration et de déstabilisation. Le journaliste mexicain Edgar González Ruiz rapporte pour Réseau Voltaire/Red Voltaire le soutien de l'USAID aux formations d'extrême droite cubaines et vénézuéliennes pour renverser les présidents Fidel Castro et Hugo Chavez.

page 2

La belle histoire du 11 septembre

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le rapport de la Commission indépendante sur le 11 septembre est un succès de librairie. Le chroniqueur culturel du *Washington Post*, Philip Kennicott, explique ce phénomène par le style littéraire du document et son « approche romancée ». Cette remarque, qui se veut positive, ne peut qu'inquiéter le lecteur étranger qui notera que ce rapport ne vise pas à élucider les événements, mais à narrer un mythe collectif qui fonde la nouvelle politique impériale des États-Unis.

page 8

REPÈRE : 18 AOÛT 1938

Henry Ford, l'ami des nazis

Aux USA, c'est jour de fête à Dearborn. Le grand industriel Henry Ford organise une réception pour fêter sa nouvelle médaille. Il vient en effet de recevoir - à l'occasion de son 75^e anniversaire, un petit colis de la part du chancelier Adolf Hitler, qui lui octroie la Grande Croix de l'Ordre de l'Aigle, la plus haute décoration du Reich pour les étrangers. Outre un soutien sans faille à l'industrie civile et militaire nazie, Henry Ford partage avec Hitler un anti-sémitisme violent et obsessionnel. Il a ainsi financé l'impression et l'envoi en 50 exemplaires à chaque bibliothèque municipale et scolaire des États Unis du pamphlet *Les Protocoles des Sages de Sion*. Lors de la réception, en présence de l'attaché culturel allemand, Ford lève son verre et souhaite : « *le succès de la jeune et puissante Allemagne nazie dans sa tâche d'éradication de toutes les vermines et dégénérés qui salissent la race blanche* ». Ce n'est qu'en 1942 que Ford devra faire semblant de cesser ses relations avec l'Allemagne nazie... mais il sera quand même indemnisé après la guerre pour les dommages qu'ont subi ses usines en Allemagne à cause des bombardements alliés. ■

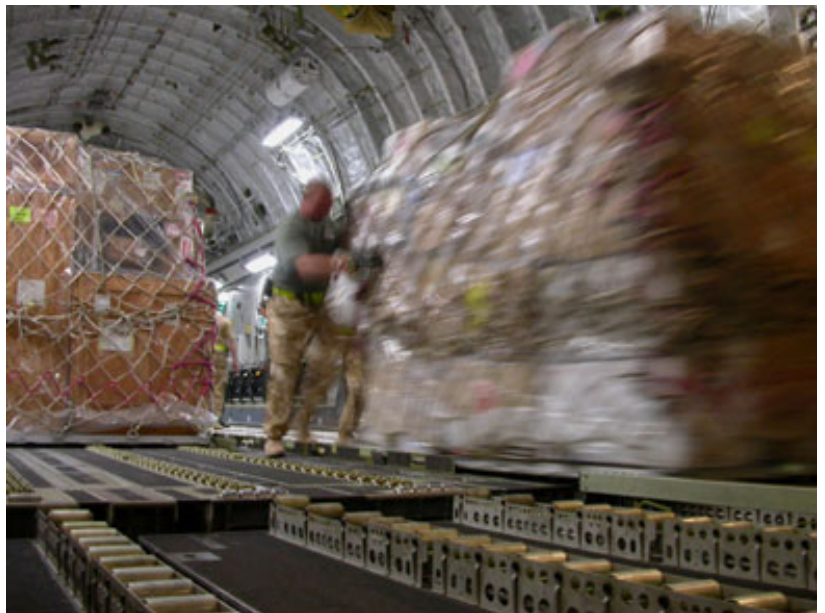


GUERRE DE L'INFORMATION : LA RIPOSTE SAOUDIENNE

Pour faire face à la propagande démocrate contre l'Arabie saoudite l'accusant d'être un soutien actif du terrorisme, l'ambassade de ce pays s'est offerte une campagne radiophonique qui devrait lui permettre de toucher un grand nombre d'États-unis actuellement sur la route des vacances. En citant certaines conclusions du rapport de la Commission d'enquête sur le 11 septembre, ces messages réfutent notamment l'affirmation de Michael Moore selon laquelle des princes saoudiens ainsi que des membres de la famille Ben Laden auraient été exfiltrés durant la fermeture de l'espace aérien qui fit suite aux attentats. En fait, le rapport de la Commission mentionne que ces vols ont fait l'objet d'une enquête du FBI et que « *Aucune personne ayant des liens connus avec le terrorisme n'a embarqué à bord de ces vols* ». Il reste aujourd'hui bien du chemin à parcourir pour faire la lumière sur les attentats du 11 septembre 2001, mais la campagne électorale en cours ne doit pas conduire à privilégier de fausses pistes. (Photo : Masaki Nakayama/wirefarm.com) ■

L'USAID et les réseaux terroristes de Bush

Au même titre que la Fondation nationale pour la démocratie (NED), les États-Unis utilisent leur service de coopération et d'assistance humanitaire, l'USAID, comme couverture pour leurs actions secrètes d'infiltration et de déstabilisation. Le journaliste mexicain Edgar González Ruiz rapporte pour Réseau Voltaire/Red Voltaire le soutien de l'USAID aux formations d'extrême droite cubaines et vénézuéliennes pour renverser les présidents Fidel Castro et Hugo Chavez.



Les mêmes avions de type C-17 comme celui ci-dessus, dont on décharge du matériel militaire, sont utilisés par l'USAID pour le transport de son matériel lors des opérations humanitaires.

Le terrorisme de l'administration Bush a inclus **l'invasion de l'Irak**, le **coup d'État en Haïti** et la **tentative de coup d'État au Venezuela**, ainsi que le **harcèlement constant de Cuba**, dont la déstabilisation est l'un des principaux objectifs de son gouvernement, qui peut compter pour cela sur le soutien des exilés cubains d'extrême droite.

Le gouvernement Bush s'active à la création de groupes de soutien artificiels qui, financés par des fonds étasuniens, se chargent de déstabiliser les gouvernements qu'il cherche à renverser, et justifie de telles agressions par une

rhétorique dans laquelle abondent les invocations à Dieu, à l' « *amour* », à la « *compassion* » et à la « *défense de la démocratie* ».

La **Fondation nationale pour la démocratie** (NED) et l'Agence étasunienne pour le développement international (USAID) sont autant d'instruments destinés à financer les ONG de droite qui espèrent installer dans leurs pays respectifs des gouvernements fidèles aux intérêts étasuniens.

Le 15 janvier 2004, l'USAID diffusait une note informative sur le Programme cubain dont le thème était de « *favoriser une transition rapide et pacifique vers la démocratie à Cuba* » et qui par sa nature même constitue un projet ouvert de subversion du gouvernement de ce pays.

Selon l'USAID, le Programme cubain avait jusqu'alors mobilisé un total de 26 millions de dollars de donations bénéficiant à 28 ONG pour promouvoir « *la solidarité avec les défenseurs des droits de l'homme cubains, permettre aux journalistes cubains indépendants de s'exprimer, développer des ONG cubaines indépendantes et tracer un plan de transition vers la démocratie par le biais de dons aux universités et aux ONG* ».

En juin 2004, le gouvernement des États-Unis annonçait, dans le cadre d'un **ensemble de mesures contre le gouvernement cubain**, qu'il portait à 36 millions de dollars la subvention accordée par le Département d'État et l'USAID et destinée à « *aider les proches des dissidents emprisonnés à Cuba et pour soutenir des programmes de démocratisation de l'île* ».

Les activités visant à faciliter le renversement du gouvernement cubain incluent la distribution de dix mille radios à ondes courtes à Cuba pour que les insulaires aient accès à la propagande anticastriste, ainsi que le financement et le maintien de journalistes et ONG opposés au régime cubain, qui manifestement ne sont pas indépendants de cet argent étasunien et républicain.

Il convient de souligner qu'une stratégie identique, consistant à financer des organisations de droite dont la plupart sont d'inspiration patronale, fut adoptée par le gouvernement Bush dans le but de provoquer la révolte en Haïti et de promouvoir le référendum contre Chavez au Venezuela.

Les fonds anticastristes de l'USAID ont été aiguillés vers l'Université de Rutgers, l'Université de Miami, la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES) ainsi que le Conseil Patronal États-Unis-Cuba.

Parmi les groupes ayant bénéficié de l'argent étasunien figure l'agence CubaNet, qui soutient le journalisme anticastriste et a reçu pour cela plus de 800 000 dollars ainsi que The Freedom House, prétendu groupe de défense des droits de l'homme présidé par l'ancien directeur de la CIA James Woolsey, qui a reçu, en plus d'autres dons, la somme d'un million trois cent mille dollars pour publier près de quarante mille livres, pamphlets et autres publications sur Cuba.



L'avion cargo C-17. Ces avions furent utilisés massivement lors du bombardement de l'Afghanistan supervisé par les États-Unis, occasionnant des milliers de victimes et de réfugiés. On utilisa ensuite le même type d'avion pour transporter les chargements destinés à ces mêmes réfugiés afghans.

C'est précisément à l'Université de Miami que le 17 octobre 2002, en présence de la parlementaire cubano-étasunienne Ileana Ros-Lehtinen, partisane de Bush et de causes réactionnaires allant de l'anticastrisme au militantisme anti-avortement, l'administrateur de l'USAID Adolphe Franco, se présentant comme « un exilé cubain et fils d'exilés cubains », inaugura un séminaire sur le « *Projet de transition de Cuba de l'Université de Miami* », et demanda avec insistance son soutien au président Bush, ainsi qu'à d'autres fonctionnaires parmi lesquels on trouve le sous-secrétaire chargé de l'Amérique du sud **Otto Reich**, autre exilé cubain à la trajectoire sombre. Franco est un sympathisant actif et résolu de l'extrême droite cubaine à Miami.



Adolphe Franco

À l'Université de Miami, Franco a également déclaré qu'« *il n'existe aucun substitut au leadership nord-américain dans le domaine de la promotion des droits de l'homme et la prospérité économique dans toute l'hémisphère occidentale...* ».

Il a ajouté que « (...) *le régime de Fidel Castro ne s'est pas assoupli et ses*

relations avec les États-Unis ne se sont pas améliorées » et, reprenant le lexique terroriste dont Bush fit usage dans un discours prononcé le 20 mai 2002, a affirmé que « La normalisation complète des relations avec Cuba, à savoir la reconnaissance diplomatique, le libre commerce et un programme d'aide solide, ne sera possible que lorsque Cuba sera dotée d'un nouveau gouvernement... » En Irak, l'USAID poursuit ses travaux selon une vision dictée par la surprenante rhétorique terroriste de Bush et du secrétaire d'État Colin Powell, qui dans son article « Du cauchemar à la liberté : le réveil de l'Irak libre », diffusé par l'USAID sur ses pages internet, signale que face aux alarmantes nouvelles en provenance du conflit se déroulant jour après jour en Irak, « il y a également une abondance de bonnes nouvelles (...) Ces bonnes nouvelles émanent d'une vérité irréversible et décisive : le peuple d'Irak est libre ».

Il poursuit : « (...) cette liberté est tellement nouvelle pour les Irakiens, contraste tellement avec l'énorme cauchemar du gouvernement de Saddam Hussein, que beaucoup d'Irakiens demeurent indécis et désorientés (...) », néanmoins :

« La société civile irakienne (sic) prospère. En Irak, où l'on ne trouvait auparavant qu'une source officielle d'informations à laquelle les Irakiens ne faisaient jamais confiance, aujourd'hui se développe une presse libre. Ses dirigeants peuvent communiquer la vérité et non plus l'odieuse propagande du parti Ba'ath. Les tribunaux fonctionnent. Les banques sont ouvertes et concèdent des prêts. Les commerces se multiplient, comme on peut le constater en survolant rapidement les produits disponibles dans les marchés de n'importe quelle ville irakienne. Les salaires augmentent, les économies ne sont plus cachées, les gens dépensent et gagnent de l'argent. ».

Pourtant « Au final, lorsqu'on trahit la confiance, il est difficile de la restaurer, sans parler de faire redémarrer une économie. Quand la vie de générations entières s'est avérée être un cauchemar absolu, le processus de rétablissement est d'autant plus difficile. Les Irakiens doivent se persuader eux-mêmes, de nouveau, qu'ils sont des personnes bonnes et honorables, qu'il n'y a plus lieu de se sentir intimidé par les conditions qui leur étaient imposées par Saddam Hussein et sa légion de bandits et criminels. ».

Toujours dans la même malheureuse rhétorique, Powell écrit : « Peu importe combien la vie des étasuniens et tous ceux qui veulent donner vie au nouvel Irak est difficile ou dangereuse, notre meilleur allié est le peuple irakien. Si il est prêt à se sentir fort et à se préparer à un grand voyage, alors nous devons également persévérer, se tenir à ses côtés jusqu'à ce que notre mission soit menée à bien. ».

En Irak ainsi que dans d'autres pays, le personnel de l'USAID a, particulièrement sous le gouvernement Bush, une fonction beaucoup plus dangereuse que celle de disséminer les armes rhétoriques de Powell et Bush.

Si la mauvaise foi des accusations du gouvernement Bush selon lesquelles l'Irak détenait des armes de destruction massive nucléaires ou bactériologiques, pouvant être utilisées lors d'une guerre contre les États-Unis, a été démontrée,

récemment des éléments ont fait surface concernant la « *dissémination* » d'armes chimiques par les États-Unis sur le territoire irakien, par le biais de chargements étiquetés du nom d'organisations humanitaires comme la Croix rouge et l'USAID. Selon des sources irakiennes, les responsables irakiens se sont vus interdire l'inspection de tels chargements et avisés que toute question relative à ces conteneurs devait être transmise aux « *forces de la coalition* ».

Comme en Irak, pour mettre fin à une « *dictature* » et étendre les « *bienfaits du libre échange* », les États-Unis ont organisé une révolte sanglante en Haïti, en ayant recours à des organisations comme l'IRI (filiale républicaine de la NED) et aux ressources de l'USAID.

Fidèle à sa conception de l'« *éducation à la démocratie* », l'IRI a entraîné, en République Dominicaine et avec l'assentiment de son président Hipolito Mejia, des groupes d'opposition à Aristide qui devaient traverser la frontière pour entrer en Haïti.

Le sénateur démocrate Christopher Dodd a déclaré que l'IRI avait reçu 1,2 millions de dollars en provenance de l'USAID pour entraîner des Haïtiens, et il a par ailleurs ajouté que conformément aux plans du département de la défense, les États-Unis avaient livré 20 000 fusils d'assaut M-16 ainsi que d'autres équipements au gouvernement dominicain durant les deux dernières années, laissant en suspens la question de savoir si ces armes s'étaient retrouvées entre les mains des opposants à Aristide.

En décembre 2003, Adolphe Franco faisait référence à Haïti en reprenant les termes de Colin Powell, expliquant que les États-Unis « *ne travailler[aient] pas avec le gouvernement haïtien tant que ne ser[ait] pas résolu le problème politique qui afflige le pays depuis un certain temps, en grande partie dû aux dernières élections législatives (...) ils pensent qu'elles ont été l'objet de fraudes* ».

Selon Franco, le gouvernement étasunien a canalisé l'aide économique « *directement* » en direction du « *peuple haïtien* » et non pas par l'intermédiaire de son gouvernement, selon une stratégie qui bien entendu fait partie du processus de déstabilisation fomenté par le gouvernement Bush.

La manière dont l'USAID « *aidait* » directement le peuple haïtien est illustrée par le témoignage suivant, celui de Tom Reeves, qui relate son expérience lors d'un voyage qu'il fit à Haïti après le coup d'État contre Aristide : « *A Jacmel, nous nous sommes réunis avec des étudiants, des femmes et des syndicats qui avaient formé des groupes spécifiquement anti-Aristide... Pierre J.G.C. Gestion, dirigeant de MHDR (Mouvement haïtien pour le développement rural) se vantait orgueilleusement de ses liens avec l'USAID, le programme du Département d'État pour le renforcement de la démocratie et la NDI. " Ils nous ont entraînés et nous ont appris à nous organiser ; nous avons organisé les groupes qui sont venus ici pour exiger que soit destitué le gouvernement corrompu d'Aristide" » [1].*



Le site web de l'USAID

Au Venezuela, l'USAID a installé ses bureaux à Caracas le 1er août 2002, dans le but prévisible de « *fournir une assistance adéquate et flexible afin de renforcer la démocratie* », objectif qui, comme on le sait bien, s'est matérialisé avec l'aide de la NED en un mouvement visant à expulser Chavez par le biais d'un coup d'État ou d'un référendum.

Le 31 mai 2004, Jorge Valero, ambassadeur du Venezuela au Conseil permanent de l'OEA, s'indignait de ce que « *L'année du coup d'État, l'Agence étasunienne pour le développement international (USAID) du département d'État, avait également déboursé 2 millions de dollars pour soutenir les dirigeants et institutions vénézuéliennes qualifiées de "modérées" mais qui en pratique étaient opposées au président Hugo Chavez* ».

« *Durant les six mois précédant le coup d'État, six autres bureaux du Département d'État ont fait des versements d'un montant de 695 300 dollars pour financer des conférences et séminaires bénéficiant à l'opposition* ».

Edgar González Ruiz

Journaliste d'investigation mexicain, auteur de Los Abascal, De los cristeros a Fox, La sexualidad prohibida, Cruces y Sombras ainsi que d'autres livres sur la droite mexicaine et sud-américaine.

[1] « Retour à Haïti », par Tom Reeves, counterpunch.org.

La belle histoire du 11 septembre

Analyse

Le rapport de la Commission indépendante sur le 11 septembre est un succès de librairie. Le chroniqueur culturel du *Washington Post*, Philip Kennicott, explique ce phénomène par le style littéraire du document. Loin de la sécheresse administrative, il adopte « *une approche romancée* ». Cette remarque, qui se veut positive, ne peut qu'inquiéter le lecteur étranger. Elle illustre le fait que ce rapport ne vise pas à élucider les événements, mais à narrer un mythe collectif qui fonde la nouvelle politique impériale des États-Unis. Le professeur Adel Safty relève, quant à lui, dans *Gulf News* que les membres de la Commission ont indiqué publiquement s'être tournés vers l'avenir plutôt que vers le passé, c'est-à-dire s'être consacrés à des propositions de réforme des services de renseignements et avoir renoncé à expliquer les faits. Il s'étonne aussi du refus d'établir des responsabilités états-uniennes dans les erreurs d'appréciation sur la supposée implication de l'Irak dans les attentats. La Commission se contente de stigmatiser des intoxications de services de renseignement étrangers en prenant soin d'omettre Israël. En marge de ce débat, le député républicain Peter King déplore dans le *Washington Times* que l'on n'entende plus dans les médias qu'un groupe de familles de victimes hostile au président Bush. Cela donne l'impression erronée que toutes les familles de victimes appellent à voter démocrate.

The Independent publie la réponse du ministre britannique de l'Intérieur, David Blunkett, à ses articles sur les atteintes aux Droits de l'homme commises dans l'hystérie anti-terroriste. Le ministre récuse l'imputation selon laquelle seules 14 personnes sur 600 interpellées pour terrorisme auraient été inculpées. Il affirme qu'en fait plus de la moitié ont été inculpées. Cependant cette réponse n'est qu'une pirouette : les quelques 300 inculpations dont il parle portent sur

des affaires de séjour irrégulier et n'ont aucun rapport avec le terrorisme.

L'analyste Dilip Hiro alerte les lecteurs du *New York Times* sur l'absence de stratégie états-unienne face à la communauté chiite d'Iran dans le contexte de l'occupation de l'Irak. Il note les nuances de l'opinion publique iranienne et son ouverture au dialogue avec les États-Unis, contrastant avec les préjugés en vogue à Washington.

Loin de ces subtilités, le porte-parole des Moudjahidines du peuple, Behzad Naziri, appelle dans l'*International Herald Tribune* à la fermeté avec le régime des mollahs. Il reproche à l'Iran, à juste titre, les excès de la révolution khomeyniste, il y a vingt ans, et feint de croire que la situation n'a pas évolué. Il s'abstient de rappeler les attentats récemment commis par son organisation. Et, sur la base de cette vision déformée de la réalité, il exhorte la communauté internationale à intervenir contre son propre pays. Ce faisant, il se poursuit inexorablement la politique des Moudjahidines du Peuple qui les conduisit à s'engager dans les troupes irakiennes contre son pays, puis à servir d'escadron de la mort pour le tyran de Bagdad, et aujourd'hui à se placer sous la protection des néo-conservateurs.

Enfin, le chroniqueur militaire du *Los Angeles Times*, William M. Arkin, s'étonne du déploiement du premier composant de défense nationale anti-missiles. Vingt ans après le lancement du projet de Guerre des étoiles par Ronald Reagan, l'idée du bouclier anti-missiles a fait long feu. Ce système a été conçu pour parer à une attaque intercontinentale de l'URSS, mais l'Union soviétique a disparu et il n'existe plus aucune menace balistique de cette nature. En outre, la doctrine des frappes préventives à précisément pour objet de détruire l'adversaire avant qu'il ne soit en mesure de poser une menace balistique. Pourtant, sous l'impulsion des néo-conservateurs, ce programme d'armement inutile et coûteux se poursuit inexorablement au risque de relancer la course mondiale aux armements et de placer les États-Unis en situation de danger.

Réseau Voltaire

Philip Kennicott

Philip Kennicott est le critique culturel du *Washington Post*.

« Une approche romancée »

Source : Washington Post

Référence : « A Novel Approach », par Philip Kennicott, *Washington Post*, 1er août 2004.

En mars 1966, après la publication du rapport sur les émeutes de Los Angeles, la critique littéraire Elizabeth Hardwich présenta ce rapport comme un exercice de style creux visant à calmer le public en lui faisant une démonstration d'activité gouvernementale. Au contraire, la **Commission d'enquête sur le 11 septembre** ne fait rien avec son rapport pour calmer le public et souhaite

visiblement que son rapport trouve un large écho. Pour cela elle a décidé d'adopter un style simple et clair, une tonalité sage et triste, pas colérique. Le ton adopté est celui qu'on retrouve dans les livres de confession ou de mémoires. Ce style est devenu un cliché dans ces genres, mais pas dans les documents officiels. Le rapport s'ouvre sur les mots : " Mardi 11 septembre 2001, le matin est doux et presque sans nuage sur l'est des États-Unis, des millions d'hommes et de femmes se rendent au travail ". Avec ces lignes, la commission fait appel à la mémoire collective des Américains et replace tous les Américains au cœur du drame. Contrairement à tous les rapports officiels, ce texte s'ouvre de la façon dont nous aurions pu rendre compte de l'événement d'après notre mémoire.

Tout au long du texte, les phrases sont courtes et simples afin que le rapport puisse être accessible au plus grand nombre et bénéficier d'une large audience, ce qui est le cas puisque le 23 juillet il était en tête des ventes sur Amazon.com. Le rapport utilise aussi une technique bien connue des romanciers : terminer un chapitre sur une ellipse dramatique pour conserver l'attention du lecteur. Le rapport fait également beaucoup appel à l'émotion pour réactiver la mémoire et pas uniquement en ré-énonçant froidement les faits.

Adel Safty



Adel Safty détient la chaire de direction de l'UNESCO et préside l'école de gouvernement et de direction politique de l'université Bahcesehir d'Istanbul. Il a dirigé plusieurs missions de l'ONU. Il est l'auteur de *From Camp David to the Gulf*.

« Exposer l'échec de la responsabilité »

Source : Gulf News

Référence : « Exposing the failure of responsibility », par Adel Safty, *Gulf News*, 16 août 2004.

La Commission d'enquête sur le 11 septembre n'a pas plus enquêté qu'elle n'a été indépendante. Les membres de la Commission n'ont pas enquêté sur la responsabilité de **George W. Bush** ou de **Dick Cheney** dans l'entrée en guerre des États-Unis sur la foi de fausses informations : les liens entre Al Qaïda et l'Irak. La Commission a certes démontré que ces liens n'existaient pas et Bush et Cheney ont contesté ces conclusions. Cheney a même parlé de preuves incontestables sans préciser de quoi il parlait. Toutefois, les membres de la Commission n'ont jamais demandé à Bush pourquoi il avait commencé à préparer la guerre contre l'Irak seulement dix semaines après le 11 septembre et n'ont nullement inquiété Cheney en dépit de ses efforts avérés pour tromper l'opinion publique états-unienne.

Les seules manipulations identifiées par la Commission sont celles de pays tiers, non cités, qui aurait trop facilement trompé la CIA. La Commission pensait sans doute aux rapports des services de renseignement iraniens et israéliens, mais elle ne relève pas que dans le cas des intoxications israéliennes c'est dans l'administration Bush qu'il faut chercher les relais de cette manipulation avec **Paul Wolfowitz**, **Douglas J. Feith** ou **Scot Libby**. Aucun président n'est infaillible et tous peuvent commettre des erreurs d'appréciation, mais ici il s'agit de malhonnêteté.

Les rédacteurs du *New York Times* ont demandé les excuses du président, mais on pourrait avant toute chose attendre de la Commission d'enquête qu'elle fasse

la lumière sur ce point. Pourtant, apparaissant ensemble sur les plateaux de télévision états-uniens, le membre de la Commission et démocrate **Lee Hamilton** a affirmé que la Commission avait choisi de ne pas jouer le jeu de la critique et le membre républicain **Tom Kean** a précisé que la Commission avait préféré se tourner vers l'avenir plutôt que sur le passé alors que son mandat était précisément de faire la lumière sur les événements passés. En agissant comme elle l'a fait, la Commission a privé les citoyens états-uniens de leur droit de savoir quelle était la responsabilité de leurs gouvernants.

Peter King



Peter King est représentant républicain de New York. Il est membre de la Commission sur la sécurité de la patrie de la Chambre des représentants. D'origine irlandaise, il est l'un des plus grands partisans du Sinn Fein au Congrès états-unien.

« Tordre la réalité »

Source : Washington Times

Référence : « Distorting the record », par Peter King, *Washington Times*, 16 août 2004.

La plus efficace des propagandes est celle qui parvient à se faire accepter comme une évidence ou un élément de la sagesse commune sans avoir été soumise à un réel débat. Le plus courant et le plus flagrant des exemples de ce phénomène est l'affirmation, presque jamais remise en cause, selon laquelle les familles des victimes du 11 septembre s'opposent au président **George W. Bush**. La force de cette croyance est devenue flagrante en mars quand, suite à la diffusion d'un spot de campagne de Bush et **Cheney**, des informations ont été diffusées toute la journée, affirmant que « les familles du 11 septembre » s'opposaient à l'exploitation de la tragédie durant la campagne. En réalité, au lieu des familles on entendait toujours les mêmes personnes, opposants de longue date au président Bush. J'ai moi même perdu des amis et des voisins le 11 septembre et j'ai travaillé de mon mieux pour aider les familles de victimes sans me préoccuper de leurs opinions politiques. Mais je pense que beaucoup admirent le président Bush, cela m'a d'ailleurs été confirmé par les nombreux appels de proches de victimes que j'ai reçu et qui affirmaient ne pas se reconnaître dans l'action des « familles du 11 septembre ». J'ai mis ces personnes en contact avec la presse, mais celle-ci n'en a pas parlé ou n'a pas donné beaucoup d'écho à une pétition en faveur du président Bush signée par des certaines de familles de victimes.

Dernièrement, les médias ont à nouveau affirmé que les « familles du 11 septembre » soutenaient **Richard Clarke** dans ses attaques contre Bush. Ceux qui s'opposent à Bush parmi les familles de victimes ont le droit de le faire, mais pas de prétendre représenter la totalité des victimes.

David Blunkett



David Blunkett est ministre de l'Intérieur britannique.

« Être libre de la menace terroriste est aussi un Droit de l'homme »

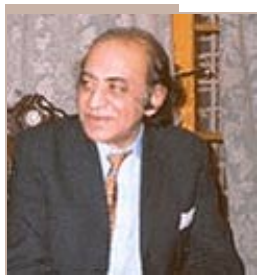
Source : The Independent

Référence : « Freedom from terrorist attack is also a human right », par David Blunkett, *The Independent*, 12 août 2004.

La décision de la Cour d'appel reconnaissant la légalité de ma décision de maintenir en détention dix personnes suspectées de terrorisme international devrait mettre fin à la polémique sur les droits des prisonniers. La Cour a reconnu que l'état d'urgence rendait nécessaires les mesures que j'ai adoptées. En tant que ministre de l'intérieur, j'ai pour devoir de protéger la société et je rejette les accusations de *The Independent* affirmant que mon action dans ce sens est conduite au détriment des libertés. Je veux un débat rationnel sur ces questions, un débat qui se fonde sur les faits. Ainsi, il est faux d'affirmer que sur les 600 arrestations ayant eu lieu dans le cadre des lois antiterroristes seules 14 ont abouti à une inculpation. En réalité, la moitié des personnes arrêtées ont été inculpées et ces arrestations se font sur la base d'informations sérieuses. On me reproche de ne pas expulser les détenus étrangers au lieu de les garder emprisonnés dans notre pays, mais pourtant, en les gardant emprisonnés ici, je les protège des tortures qu'ils subiraient s'ils étaient renvoyés dans leur pays d'origine.

Pour protéger nos Droits de l'homme, nous ne pouvons pas permettre aux personnes arrêtées de reprendre leurs activités, mais nos principes de détention n'ont rien à voir avec ceux de *Guantanamo*. Ces comparaisons sont malheureuses car elles désinforment les lecteurs et portent atteinte à notre politique. Notre action est mesurée et vise à sauver des vies. Nous ne prenons pas de risques dans ce domaine, mais notre action est régulièrement l'objet de discussions avec les représentants de la communauté musulmane. Dans une démocratie, il est du devoir des journaux de ne pas critiquer cyniquement tout ce que fait le gouvernement.

Dilip Hiro



Écrivain et commentateur politique, Dilip Hiro est l'auteur de *Secrets and Lies : Operation « Iraqi Freedom » and After* et de *Iran Under the Ayatollahs*.

« Combattre la prochaine guerre »

Source : New York Times

Référence : « Fighting the Next War », par Dilip Hiro, *New York Times*, 16 août 2004.

L'ayatollah Ali Khamenei a comparé la situation, des États-Unis en Irak à celle d'un loup piégé. Il est difficile de juger ce que les Iraniens pensent de l'opinion de l'ayatollah Khamenei sur la présence états-unienne en Irak mais il est judicieux de s'interroger sur les relations des États-Unis avec les deux plus grands pays à majorité chiite du monde.

Lors de mon dernier voyage en Iran, j'ai pu constater par moi même que les opinions des iraniens sur l'invasion américaine de l'Irak étaient aussi variées que mesurées. De leur côté, en revanche, les États-Unis restent obnubilés par le programme nucléaire iranien et se montrent agressif, ce qui est à l'opposé des intérêts des États-Unis.

Concernant l'Irak, les Iraniens se réfèrent fréquemment à la guerre contre ce pays entre 1980-1988 et plus l'Iranien vit près de la frontière avec l'Irak, plus il éprouve de la méfiance vis-à-vis des Irakiens. Dans les territoires frontaliers, le sentiment de la population est partagé entre la joie de voir tomber Saddam Hussein et la crainte de nouveaux ennuis en provenance d'Irak. Plus loin de la frontière, certains pensent que l'Irak est en train de subir ce qu'il a fait subir à l'Iran ou, au contraire, qu'il doit y avoir une solidarité entre chiites. Chez les plus jeunes, on rencontre des personnes qui espèrent que l'émergence d'une démocratie en Irak aurait un impact positif sur l'Iran et que les investissements états-unien en Irak auront des retombées positives pour l'économie du pays. Quoi qu'il en soit, les États-Unis doivent s'engager dans un dialogue avec l'Iran plutôt que dans un affrontement, car la vision des États-Unis dans le pays reste ouverte.

Behzad Naziri

Ancien journaliste iranien, Behzad Naziri est exilé en France. Il est membre du Conseil national de la résistance iranienne et porte parole du mouvement des Moudjahidines du Peuple.

« Être ferme avec les mollahs pour le bien des Iraniens »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Get tough with the mullahs, for Iranians' sake », par Behzad Naziri, *International Herald Tribune*, 13 août 2004.

Alors que beaucoup aux États-Unis et en Europe débattent des moyens à adopter concernant la menace croissante que représente le programme nucléaire iranien, il faut penser au sort des 70 millions d'Iraniens dirigés d'une poigne de fer par les mollahs. La mort sous la torture de la journaliste irano-

canadienne Zahra Kazemi a rappelé la cruauté de la vie dans ce pays. La semaine dernière, le rapporteur de l'ONU sur la liberté d'expression et d'opinion, Ambeyi Ligabo, a demandé la création d'une délégation internationale pour enquêter sur cette affaire. Mon expérience me qualifie pour rejoindre cette délégation.

Zahra Kazemi a été arrêtée alors qu'elle faisait un reportage sur le non-respect des Droits de l'homme en Iran. Après sa mort, le régime a mis en scène un procès fantoche qui a abouti à l'acquiescement des responsables et à la conclusion que Kazemi était morte de causes naturelles. Je connais la justice des mollahs. En 1982, en tant que journaliste, je m'étais rendu dans une prison pour faire un reportage pour l'AFP sur le procès d'un jeune homme de 17 ans, accusé d'être membre des **Moudjahidines du Peuple**, je ne pus assister au procès mais on me fit rencontrer des détenus affirmant être bien traités. La même année, je me rendais dans la même prison pour voir ma sœur, arrêtée pour son appartenance aux Moudjahidines du Peuple. Elle fut exécutée. Finalement, je fus emprisonné pour la même raison que ma sœur, dans la même prison et la même année. Je vis alors que les prisonniers qu'on m'avait présentés et qui affirmaient être bien traités étaient des gardiens de la prison. Je fus condamné à huit ans de détention, mais je parvins à m'échapper en 1985.

Depuis, dans mon exil parisien, je vois les mollahs tenir des discours modérés pour que leur commerce avec l'Europe soit toléré, mais ils ne changeront jamais et ce discours n'est qu'une illusion. L'Europe ignore cela et les États-Unis ont une attitude ambiguë. Il est temps que le Conseil de sécurité de l'ONU prenne enfin des mesures.

William M. Arkin

Ancien membre des services de renseignement de l'armée états-unienne ayant été trois ans en poste à Berlin Ouest durant la Guerre froide, William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« Programme Star Wars : des promesses en l'air »

Source : Los Angeles Times

Référence : « 'Star Wars' : Pie in the Sky », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 15 août 2004.

Cette année, 20 ans après le premier discours de **Ronald Reagan** sur le programme Star Wars, les États-Unis vont déployer le premier composant d'une défense nationale antimissile. L'idée de rendre les États-Unis imperméables à une attaque de missiles est apparue juste avant que l'URSS ne commence à s'effondrer. Elle aurait dû disparaître avec la fin de l'URSS, mais elle a subsisté grâce à une bande d'idéologues qui l'ont réorientée autour de la menace potentielle des États voyous. Les événements du 11 septembre auraient également dû donner un coup mortel à cette idée puisque la doctrine militaire des États-Unis a évolué en direction des frappes préventives qui ont justement pour objectif de frapper les pays avant qu'ils aient les moyens d'être un danger pour les États-Unis. Compte tenu de cette doctrine, il est étrange que le 22 juillet, les premiers missiles à longue portée du système anti-missiles aient été placés dans un silo souterrain en Alaska. Le responsable du programme, le général **John W. Holly**, et **George W. Bush** ont présenté ce programme comme

essentiel à la défense des Américains, mais les missiles d'Alaska ne défendent pas le pays, c'est une dépense d'argent énorme qui le rend plus vulnérable. La faisabilité technique du système est depuis longtemps en question compte tenu de la multiplicité des systèmes permettant de cacher un envoi de missile ou d'éviter sa destruction en vol. En outre, la défense anti-missiles se concentre peut-être sur la mauvaise menace puisqu'il est beaucoup plus facile de tirer un missile depuis un bateau au large des côtes américaines plutôt que d'envoyer un missile continental. Ce programme va par ailleurs coûter une fortune et déstabiliser nos relations avec la Russie et la Chine. Les défenseurs du système assurent qu'à terme, les États-Unis disposeront d'un système intégré anti-missiles. Pourtant un tel système va surtout relancer la course aux armements en Corée du Nord, en Iran, les seules vraies menaces, mais aussi en Chine et en Russie.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .
